

*Initiatives ministérielles*

s'appelle le Régime de soins de santé au Canada, je pourrais lui donner raison quand il dit que ce régime semble n'aller nulle part au moment où on se parle. Par contre, j'ai un problème. J'ai un problème parce que j'ai toujours compris, monsieur le Président, que lorsqu'on était dans le domaine de la santé, ça relevait strictement et uniquement des provinces. Et j'ai toujours compris que le gouvernement fédéral donnait de l'argent aux provinces pour s'assurer qu'à travers le pays il y avait la même possibilité pour les Canadiens d'avoir un bon système de santé. Mais, à partir du moment où ce sont les provinces qui sont responsables de ce dossier-là, comme député fédéral, je me vois mal et je vois mal mon gouvernement venir investir et regarder ce qui se passe dans les hôpitaux du comté de Trois-Rivières, et tenter de régler les problèmes qui sont de l'administration et de la juridiction des provinces.

Le niveau national de santé à travers les provinces semble, à ma connaissance, être valable et être le même partout. L'administration du Régime de soins de santé, le service que les malades ont ne semble pas être le même partout, et je suis d'accord avec mon collègue là-dessus. Mais cela dépend de l'administration que chacune des provinces en fait. Et je ne suis pas de ceux qui veulent intervenir dans les juridictions et les compétences provinciales. Et je ne me mêle pas des hôpitaux de mon comté et le député provincial chez nous ne se mêle pas des dossiers du fédéral. Je pense que c'est dans cette optique que oui on donne beaucoup d'argent. Mais les administrations provinciales, les provinces ont été dûment élues, ces gouvernements-là ont été dûment élus par les mêmes gens qui ont élu mon collègue et qui m'ont élu. Et je prends pour acquis qu'ils sont assez compétents pour utiliser à bon escient l'argent qui leur est envoyé annuellement par le fédéral pour justement faire en sorte que les Canadiens et les Canadiennes, d'un bout à l'autre du pays, aient des services de santé de qualité.

Mais, encore une fois, monsieur le Président, et je vois mon collègue faire signe que non, l'administration de la santé relève des provinces. Et, monsieur le Président, je ne suis pas d'avis qu'il faille se mettre le nez dans les affaires des provinces. C'est une matière, surtout de ce temps-ci, qui est sensible, et il y en a qui ont la peau courte là-dessus et la peau fragile, monsieur le Président. Je constate que mon temps de parole est écoulé, monsieur le Président.

• (1230)

[Traduction]

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, je voudrais profiter de l'occasion pour

répondre au secrétaire parlementaire qui a demandé à la Chambre de faire face à la réalité.

Je voudrais d'abord lui demander de faire lui-même face à la réalité qui fait les manchettes de journaux aujourd'hui. Dans les sondages, son gouvernement n'a la faveur que de 16 p. 100 de la population, quelle que soit la région, et n'a plus la confiance des Canadiens, car ils ne le croient plus capable de gouverner le pays.

Il est aisé d'en connaître la raison. On n'a qu'à songer aux propos que le secrétaire parlementaire a tenus tout à l'heure. Il a en effet décrit sa réalité, qui est bien différente de celle des Canadiens. Il vit dans un autre monde. Il vit dans le monde que le ministère des Finances a créé pour décrire le Canada. Il n'évoque pas la réalité de ma circonscription où il faut maintenant attendre des mois pour subir la moindre intervention chirurgicale à l'hôpital.

L'Université du Manitoba a dû hausser de 20 p. 100 ses frais de scolarité et supprimer 125 postes parce qu'elle n'a plus les moyens d'offrir un bon système d'éducation, alors même qu'elle a accueilli 7 000 étudiants de plus au cours des trois ou quatre dernières années. Telle est la dure réalité au Canada.

La dure réalité est que les Canadiens croient que ce qui distingue le Canada, c'est son système de soins de santé. Pendant des décennies, ils ont cru à l'entraide. Puis, ils se rendent bien compte que le gouvernement est en train de démanteler petit à petit ce système avec une indifférence totale, comme l'a prouvé le secrétaire parlementaire.

L'irrationalité dans tout cela, c'est que le gouvernement parle d'un autre montant de 25 millions de dollars ainsi que d'une autre consultation visant à accroître notre compétitivité et notre productivité, alors qu'au même moment, il réduit les investissements dans les domaines de la santé et de l'éducation qui sont indispensables pour nous rendre justement plus compétitifs et productifs. Où est la logique dans tout ça?

Je vais m'arrêter maintenant. J'entends un député conservateur dire: «Que faites-vous du déficit?» Je suis heureux qu'il pose cette question.

[Français]

Oh, attention, mon ami! Attendez une minute.

[Traduction]

Statistique Canada, qui est un organisme d'État et non un centre de recherche libéral ou quelque centre d'analystes de gauche, a fait paraître un rapport dans la revue *L'Observateur économique* ce printemps. Que lisait-on dans ce rapport? Quelle est la cause du déficit actuel? La cause n'est pas l'augmentation des dépenses consacrées